



Monsieur le Président de la CCPC,

Cette CCPC consacrée à l'étude d'une fin de mission anticipée est exceptionnelle. En effet, le collègue concerné s'est vu refuser sa reconduction expresse lors de la CCPC du 7 juin 2023 pour sa 4ème année. Force est de constater que vous allez plus loin, puisque vous demandez à ce qu'il ne finisse pas sa 3ème année.

On note, à la lecture de plusieurs documents, des faits allant contre les règles de déontologie provoquant une grande inquiétude des organisations syndicales quant à la crédibilité de l'Agence. Le dossier à charge que vous avez constitué contre le collègue est basé sur le témoignage de deux personnels de direction que nous jugeons dysfonctionnants. Nous allons vous présenter nos arguments aujourd'hui durant cette CCPC. La loyauté que vous exigez au sein de l'équipe de direction a atteint ici ses limites.

De ce fait, aucun témoignage fiable ne vient étayer les lourdes accusations contre le personnel concerné par l'ordre du jour de cette CCPC puisque l'Ambassadrice elle-même reprend les propos et conclusions de l'équipe de direction. C'est le serpent qui se mord la queue!

Quand des alertes sont lancées depuis plusieurs années par les personnels d'un établissement et par leurs représentant-es, jouant ainsi pleinement leur rôle, il n'est pas acceptable que la seule réponse que vous donniez soit une série de propositions de fin de mission anticipée ne concernant que des enseignants et qu'aucune autre décision ne vienne apporter des solutions permettant à l'établissement concerné de fonctionner de manière apaisée et sereine dans la durée. Preuve en est, nous vous alertions encore avant-hier sur une gestion RH calamiteuse des personnels sur place, montrant bien que les dysfonctionnements que nous n'avons de cesse de vous présenter, continuent.

Monsieur le président, nous attendons de vous aujourd'hui que vous traitiez tous les personnels dysfonctionnants de la même façon. Il ne peut y avoir deux poids deux mesures étant donné la gravité des faits que nous allons vous présenter. Cette situation doit cesser, il en va du bien être des personnels et des familles.